ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2014

PRÉVENTION DE LA RÉCIDIVE ET INDIVIDUALISATION DES PEINES - (N° 1413)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL413

présenté par
M. Poisson

ARTICLE 5

Supprimer l'alinéa 1.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est inutile d'abroger ces articles. En effet, même si le principe posé est celui d'une peine dite « plancher », l'article prévoit la possibilité pour le juge de ne pas le respecter en appliquant l'individualisation de la peine. L'individualisation étant renforcée par le présent projet de loi, cette mesure est inutile.

S'agissant de l'article 132-20-1, il est nécessaire de le conserver. Il participe en effet au respect des droits de la défense.